Le pêché originel de notre situation actuelle c'est l'état d'urgence sanitaire inventé en mars 2020. Comme le rappelle Dominique Bompoint dans le Figaro du 16 juillet, dès mars 2020 le Conseil Constitutionnel a lui-même piétiné la Constitution. On a ensuite pu sacrifier tout le reste du droit et des principes sur lesquels il s'était érigé. Depuis mars 2020, des discours plus ou moins inaudibles et minoritaires s'expriment. Sur ce site nous aurons tenté de soulever ce sujet hors de l'indifférence, en s'intéressant aux accusations de complotismes des contestataires (ici), à la désignation des jeunes en bouc-émissaires (ici), à l'idéologie quasi-religieuse de la communication gouvernementale (ici), au débat parlementaire tronqué (ici), aux mensonges sur la spécificité de la maladie (ici), aux mensonges sur les chiffres (ici) aux techniques organisées de manipulation des choix (ici) , à la comparaison raisonnée et

lucide de la naissance des totalitarisme (ici), à l'oubli complet des leçons de la fausse pandémie de H1N1 (ici), à l'inhumanité du solutionisme technologique (ici), à l'apparition du non vacciné bouc-émissaire (ici), au cynisme dystopique du pass sanitaire dans sa première version (ici) et d'autres tentatives encore. Mais l'écrasante communication des forces du Bien emportait tout sur son passage. Les aboutissants de cette dictature du Bien était déjà tracés avec clarté. Ils sont là. Pourtant en allant à quelques manifestations où des associations comme Réinfo Covid appelaient à la mobilisation, nous trouvions moins de monde que dans le centre commercial juste à côté. Mais enfin aujourd'hui ce temps est révolu et une prise de conscience générale et vive se construit. Appelons "Alliés" ces nouveaux citoyens engagés dans la contestation de cette politique infecte. Des Alliés doivent savoir pourquoi et comment ils se battent.

D'abord contestons ce sobriquet générique que le gouvernement et ses sbires médiatiques veulent nous faire porter : antivax. Personne n'est pro-aspirine et anti-doliprane et chacun prend l'anti-douleur qui lui convient le mieux et ne s'occupe pas de celui que prend son voisin. Contester une technologie ou son caractère obligatoire ou son utilisation au titre d'une discrimination n'est pas contester le principe de santé publique qu'est la vaccination, ni dans son action personnelle, ni dans son action collective. Nathalie Bajos qui recueille les éléments de l'enquête officielle EpiCov sur les intentions vaccinales nous explique la grande disparité des motifs (sur France Inter ou dans Le Monde). Elle souligne que le refus est fondé sur des approches sociales, politiques et personnelles vis-à-vis de la science, de la confiance dans le gouvernement, de la manière dont la crise a été subie, de son expérience intime, etc. Nathalie Bajos indique : « Il faut vraiment distinguer les refus clairs et nets de l'hésitation vaccinale qui renvoie à des interrogations toutes très légitimes, compte tenu de la spécificité de cette crise, du virus, du temps extrêmement court dans lequel on a mis au point le vaccin. Donc ça ne veut pas dire que ceux qui sont contre le vaccin n'ont pas de position légitimes ». Pour adoucir les termes et en profiter pour dénigrer autrement, on voit

effectivement utiliser les expressions « vaccino-sceptiques » ou encore les « hésitants vaccinaux ». Refusons aussi ce discrédit. Il n'y a pas d'anti-vaccin, il n'y a pas de vaccino-sceptiques, il n'y a que des patients non-consentants, éclairés et légitimes.
Ensuite préparons-nous dans la durée. L'état d'urgence va être reconduit jusqu'au 31 décembre 2021 et ne doutons pas qu'il le sera encore jusqu'aux élections présidentielles prochaines en juin 2022. Pendant tout ce temps, le Pouvoir garde tout pouvoir et surtout la violence légitime. Le gouvernement n'a pas imposé l'obligation vaccinale à ses forces de police et il a réalisé une commande de 170 000 munitions de LBD. Vous êtes donc l'ennemi.
La seconde attaque du gouvernement ne se contentera pas de mots et sera à n'en pas douter une attaque physique contre la rue. Le mouvement des Gilets Jaunes est ici d'un grand enseignement. Les Gilets Jaunes sont un ensemble aussi disparate que peuvent l'être les nouveaux Alliés. La différence est que les Gilets Jaunes étaient des oubliés du système et n'ont jamais pu intégrer le système faute de constituer une unité politique dans leur représentation et leurs revendications. Les nouveaux Alliés sont sans doute aussi constitués de Gilets-Jaunes mais ils sont cette fois confortés par les syndicats qui voient d'un mauvais œil le licenciement pour non-vaccination. Les nouveaux Alliés sont ainsi tout autant constitués de Gilets Jaunes que d'avocats, de parlementaires, de maires, de cadres, de soignants, de rien-du-tout et qui plus est de personnes vaccinées. Cet ensemble est disparate mais peut s'unir derrière une ligne claire : pas d'obligation vaccinale, pas de discrimination, pas de société de contrôle. C'est ainsi par l'existence d'une contestation politique claire et unifiée que ce mouvement est plus fort. Le gouvernement pourra-t-il mater une manifestation de notables à coup de LBD ? Parfois oui et parfois non. Mettons en avant des cortèges ces personnalités nationales ou locales, n'ayons peur d'aucune récupération car nous avons une ligne politique : pas d'obligation vaccinale, pas de discrimination, pas de société de contrôle.
Si l'argument de non-discrimination et de refus d'une société de contrôle devrait évidemment

être soutenu collégialement par toute personne saine d'esprit, celui de rendre la vaccination obligatoire peut faire débat. L'option d'une vaccination obligatoire est défendue par des personnes qui considèrent que les risques individuels et la perte de liberté individuelle sont acceptables vis-à-vis des bénéfices collectifs attendus, bien que les causes et la fréquence des risques individuels soient mal connus et que les bénéfices soient également incertains quand on voit le devenir des pays les mieux vaccinés. C'est regrettable mais c'est une position défendable. Ce qui est certain c'est qu'elle n'est plus défendable par un gouvernement qui a déjà asservi et broyé les esprits et les corps par des discours et des pratiques de coercition impensables dans le monde d'avant. Un tel gouvernement ne peut plus légitimement dire qu'il est acceptable de faire porter des risques individuels pour des risques collectifs car il a été trop loin dans le mensonge à ce propos, de manière insidieuse et, lâchons le mot, sadique. La part d'inconnu relative à ces risques individuels est donc à l'appréciation exclusive du citoyen pour lui-même, car l'Etat, ses scientifiques et ses médias se sont intégralement disqualifiés.

Revenons à notre propos précédent de la répression des contestations. S'il ne peut tirer ses LBD dans la foule, le gouvernement va utiliser son arme préférée : diviser pour mieux régner. Il va consentir des arrangements avec tel ou tel. On l'a déjà vu reculer sur les centres commerciaux et pour déguiser sa reculade, c'est le Conseil d'Etat qui en a pris la responsabilité. On l'a vu stigmatiser les étoiles jaunes et le terme d'apartheid. Pourtant on a vu en Israël des juifs contester le pass sanitaire en levant des étoiles jaunes. Comme le disait Philippe Roth dans la Contrevie : "c'est en Israël qu'on entend les meilleures blagues antisémites". Au temps de l'étoile jaune, les camps de la mort n'existaient pas et des citoyens ont cousu des étoiles jaunes en remplaçant le « juif » au centre par tout et n'importe-quoi. Ils l'ont payé cher en étant parfois déportés. Une seule chose différencie un homme mis au ban de la société parce qu'il est juif de celui mis au ban parce qu'il est un patient non-consentant légitime : la suite de l'Histoire. Cette histoire reste à écrire. Ce pass

sanitaire qui devait être temporaire et limité est déjà un moyen de coercition et de contrôle indécent. Qui garantit que les hommes malades qui nous gouvernent ne peuvent pas franchir le Rubicon ? Certainement pas l'histoire, ni la philosophie, ni la sociologie, ni même les sciences politiques. Il n'y aura pas de camps de la mort mais il y a déjà la mort sociale, les suicides, les divorces, l'éloignement des familles. Il n'y aura pas de camps de la mort mais l'époque saura inventer la cruauté qui sied à sa décadence propre et l'être humain n'a jamais à ce propos manqué d'imagination. Que celui qui veut brandir une étoile jaune la brandisse, et que celui qui s'en sent offusqué s'en accommode. Le temps n'est pas à la division.
Enfin, il faut savoir perdre. Daniel Cordier, secrétaire de Jean Moulin raconte que lors de l'arrivée des Allemands après la défaite il est retourné au village avec l'idée de convaincre ses amis de lutter avec n'importe quel moyen quitte à se faire tuer. Heureusement il n'a pas emporté l'adhésion et il a pu continuer sa tâche salutaire. Alors pour beaucoup il faudra jouer le gambit : accepter de perdre une pièce pour gagner. Cette pièce nous la connaissons déjà, c'est l'acceptation d'un vaccin dont beaucoup ne veulent pas mais que l'effort à consentir pour refuser va devenir intolérable pour la plupart. Certains pourront tenir jusqu'à des vaccins plus acceptables, d'autre non. Peu importe. Cette maladie est devenue endémique. Le gouvernement a déjà commandé les vaccins pour 2022 et 2023. Si le passe sanitaire est le moyen considéré comme adéquat pour contrôler la circulation du virus, il sera donc nécessaire aussi en 2022, 2023 et suivantes. L'acceptation de ce pass sanitaire élargi c'est l'acceptation d'une altération permanente de libertés et l'ouverture du contrôle permanent des citoyens par d'autres citoyens afin de vérifier chaque année si la population est à jour de son vaccin. Jamais une loi d'exception qui a mis en place un nouvel outil de contrôle n'a ensuite été supprimé par une autre loi. Vacciné de force ou volontairement il faudra se lever encore et encore : pas d'obligation vaccinale, pas de discrimination, pas de société de contrôle. On va encore nous taxer de Jean Moulin de pacotille, de récupérateur de la noble cause infiniment plus risquée de la Résistance. Laissons parler les moqueurs pleins de

morgue et de moraline, et avec humilité inspirons-nous des grandes causes pour s'engager dans les petites. Relisez Matin Brun de Franck Pavloff et ne consentez pas encore parce que vous avez déjà consenti.

Enfin, hors des frontières de Paris et des grandes villes, nous le savons, il règne des espaces de libertés où le confinement n'a été qu'un vilain mot, le masque une plaisanterie. Ce pouvoir est faible parce qu'il est centralisé et ne pense que centralement. Il ne connaissait pas la France rurale au temps des Gilets jaunes et il ne la connait toujours pas. Il peut contrôler les frontières et les grandes artères passantes, il pouvait contrôler des fermetures totales mais il ne saurait contrôler un maquis. Quelle police municipale fera demain des descentes dans les restaurants ? Quel tribunal va le premier confirmer une amende de 45 000 euros à un commerçant ou une peine de prison ? Le Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel sont pleins d'amis du gouvernement mais ils n'en n'ont pas tant dans la justice de province, ni dans les maires qui sont responsables du pouvoir de police. Un juge est souverain de son application de la loi. Les bien-pensants applaudiront les condamnations et les anathèmes : il faudra accepter d'être traîné dans la boue. Le raisonnement de ces idéologues est simple : le vaccin est efficace et sans danger et constitue la seule solution, il doit s'imposer à tout prix même celui d'un pass sanitaire. Mais les bien-pensants ont une faille : ils croient être majoritaires. Ils ont tort.

Nous avions appelé ce site dictature sanitaire par simplification et inventé le nouveau mot "Hygiacratie" pour définir l'époque à sa juste mesure : "régime politique apparu au début du XXIe siècle, reposant sur un renouveau des mouvements hygiénistes du XIXe associé aux techniques de propagande et de gouvernement des régimes totalitaires." A l'aube de ce 21 juillet qui va voir votée l'extension du pass sanitaire, nous n'avons rien à renier. A l'aube de ce 21 juillet nous assistons à un grand étalage de la France Moisie dont parlait Philippe Sollers en 1999 : « La France moisie a toujours détesté, pêle-mêle, les Allemands, les Anglais, les Juifs, les Arabes, les étrangers en général, l'art moderne, les intellectuels coupeurs de

cheveux en quatre, les femmes trop indépendantes ou qui pensent, les ouvriers non encadrés, et, finalement, la liberté sous toutes ses formes ». Elle est toujours là la France moisie et elle est aux aguets de votre morale, de votre non conformité, de la liberté de votre discours. Elle est surprise la France moisie que votre esprit soit sain et plein d'allant. Que vous ayez même une pensée et une intériorité qui la toisent. Et encore plus, qu'au-delà de cette pensée, vous ayez un corps qui n'est qu'à vous et qu'il se meut pour agir contre elle.
Tweet